

COMMUNE DE RENNAZ



Règlement communal sur la gestion des déchets

Table des matières

I. Dispositions générales	3
II. Gestion des déchets.....	4
III. Financement.....	6
IV. Sanctions et voies de droit	8
V. Dispositions finales.....	8

En vertu de la loi cantonale du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune de Rennaz édicte le règlement suivant :

I. Dispositions générales

Article 1 Champ d'application

- 1) le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune de Rennaz.
- 2) Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets.
- 3) Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

Article 2 Définitions

- 1) On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que ceux qui proviennent d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions.
- 2) Sont notamment réputés déchets urbains :
 - a) les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés ;
 - b) les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions ;
 - c) les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le papier, les déchets compostables, les textiles et les métaux.
- 3) Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuse de l'environnement.

Article 3 Compétences

- 1) La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.
- 2) Elle édicte, à cet effet, une directive que chaque administré est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants et des déchets valorisables.
- 3) La Municipalité peut déléguer tout ou partie de ses tâches à des organismes indépendants (corporations, établissements publics ou privés).
- 4) Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets.

II. Gestion des déchets

Article 4 Tâches de la commune

- 1) La Commune assure la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable de l'élimination des déchets de la voirie communale et de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.
- 2) Elle adopte une politique de gestion des déchets respectueuse de l'environnement, qui s'inscrit dans une stratégie de préservation des ressources naturelles et qui tient notamment compte de l'entier du cycle de matières.
- 3) Dans ce cadre, elle encourage en particulier les mesures qui visent à :
 - a) éviter ou limiter la production des déchets ;
 - b) allonger la durée de vie des biens de consommation et favoriser leur réutilisation ;
 - c) recycler les matériaux, en mettant en place des infrastructures de collecte et de tri efficaces, répondant aux besoins des utilisateurs dans les limites des contraintes techniques, économique et écologiques.
 - d) valoriser les matières, en acheminant les déchets vers des filières appropriées de recyclage ou d'incinération.
- 4) Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent, ainsi que les déchets valorisables pour lesquels une finance d'élimination est comprise dans le prix de vente. Les petites quantités non reprises par les points de vente sont remises aux postes de collecte ou lors des ramassages précisés par la directive communale.
- 5) Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques, dans les jardins ou dans les quartiers. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient traités dans les règles de l'art.
- 6) Elle informe les administrés sur les mesures qu'elle met en place.

Article 5 Ayants droit

- 1) Les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population et des entreprises qui résident dans la Commune.
- 2) Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.

Article 6 Devoirs des détenteurs de déchets

- 1) Les détenteurs déposent les ordures ménagères et les déchets encombrants dans les postes de collecte prévus à cet effet, selon la directive communale. Il en va de même pour les déchets valorisables.

- 2) Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.
- 3) Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et cantonales en vigueur.
- 4) Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux, ainsi que les appareils électriques et électroniques qu'ils détiennent. Les petites quantités de déchets non repris par les points de vente sont remises aux postes de collecte désignées par la directive communale.
- 5) Les autres déchets sont éliminés par leurs détenteurs, à leurs propres frais. Ils ne peuvent pas être remis lors des ramassages ni déposés dans les postes de collecte publics, à moins d'une autorisation expresse de la Municipalité.
- 6) Les entreprises peuvent être tenues d'éliminer elles-mêmes les quantités importantes de déchets valorisables et, avec leur accord, les autres déchets urbains qu'elles détiennent.
- 7) Il est interdit d'introduire des déchets, même broyés, dans les canalisations et de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale.

Article 7 Récipients et remise des déchets

- 1) Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.
- 2) La Municipalité peut exiger que les bâtiments soient équipés aux frais du propriétaire, de conteneurs d'un type défini pour la récupération des ordures ménagères.

Article 8 Déchets exclus

- 1) Les déchets suivants sont exclus des ramassages ordinaires d'ordures ménagères et de déchets encombrants :
 - les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers,
 - les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales,
 - les véhicules hors d'usage et leurs composants, notamment les pneus,
 - les déchets de chantier, la terre, les pierres et la boue,
 - les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs,
 - les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives,
 - les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles,

- les autres déchets valorisables tels que le papier, le verre, les textiles et les métaux.
- 2) La directive communale précise le mode d'élimination de ces déchets.

Article 9 Feux de déchets

- 1) Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal.

Article 10 Pouvoir de contrôle

Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

III. Financement

Article 11 Principe

- 1) Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.
- 2) La Commune perçoit des taxes pour couvrir les coûts de gestion des déchets urbains. Le législatif communal en définit les modalités à l'article 12 ci-dessous, soit en particulier le cercle des assujettis, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.
- 3) Jusqu'à concurrence des maximums prévus à l'article 12, la Municipalité est compétente pour adapter le montant des taxes à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. Elle prend en compte les charges budgétisées, les excédents et les déficits des années précédentes. Elle communique les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes.

Article 12 Taxes

A. Taxe au poids :

La taxe au poids est fixée à :

- 1) Au maximum 0.70 centimes par kg de déchets destinés à l'incinération, déposés dans les conteneurs mis à disposition par la Commune, TVA non comprise.

En cas de dysfonctionnement du système, et sauf indication contraire de la Municipalité un autre conteneur doit être utilisé, même si le plus proche se trouve loin du domicile de l'utilisateur.

Si un système à prépaiement est mis en place, l'utilisateur doit s'assurer de l'approvisionnement de son compte. A défaut, l'accès aux infrastructures pourra être bloqué.

- 2) Au maximum 0.50 centimes par kg de déchets compostables, déposés dans les conteneurs mis à disposition par la Commune aux propriétaires, TVA non comprises.

B. Taxes forfaitaires

- 1) Les taxes forfaitaires sont fixées à :
 - CHF 100.00 par an (TVA non comprise) au maximum par habitant de plus de 18 ans.
 - CHF 300.00 par an (TVA non comprise) au maximum par entreprise. On entend par « entreprise » : toute entité organisée de façon identifiable pour les tiers comme agent économique autonome offrant ses prestations de façon systématique en vue de la recherche d'un profit. Sont exonérées les entreprises ayant une activité accessoire pratiquée à domicile.
- 2) Pour les résidences secondaires, il est perçu du propriétaire une taxe forfaitaire CHF 100.00 par an (TVA non comprise) au maximum par résidence.
- 3) La situation familiale au 1er janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.
- 4) En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée prorata temporis.

C. Taxes spéciales

- 1) La Commune peut percevoir d'autres taxes causales pour des prestations particulières liées à la gestion des déchets, en fonction des frais occasionnés.
- 2) La Municipalité précise par voie de directive les prestations particulières qui sont soumises à des taxes spéciales, le cercle des personnes assujetties, le mode de calcul du montant de ces taxes et leur montant.

D. Mesures d'accompagnement

- 1) Des mesures d'accompagnement du dispositif de taxation sont prévues, notamment en faveur des familles.
- 2) La Municipalité en précise les modalités d'application par voie de directive.

Article 13 Décision de taxation

- 1) La taxation fait l'objet d'une décision municipale.
- 2) Une fois définitive, la décision de taxation vaut titre exécutoire, au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

Article 14 Échéance

- 1) Les taxes doivent être payées dans les 30 jours dès leur échéance.
- 2) Un intérêt moratoire de 5% l'an est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

IV. Sanctions et voies de droit

Article 15 Exécution par substitution

- 1) Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du responsable, après mise en demeure.
- 2) La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies et délais de recours.

Article 16 Recours

- 1) Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
- 2) Les décisions de la Municipalité relatives à la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la commission communale de recours dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
- 3) Les décisions de la commission communale de recours peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
- 4) Les recours s'exercent par acte écrit et motivé.

Article 17 Sanctions

- 1) Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.
- 2) La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.
- 3) Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

V. Dispositions finales

Article 18 Abrogation

- 1) Le présent règlement abroge et remplace celui du 09 septembre 2004.

Article 19 Entrée en vigueur

- 2) La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil général et approbation par le Département du territoire et de l'environnement. L'article 94, alinéa 2 de la loi sur les communes est réservé.

Adopté en séance de Municipalité le 17 février 2020

Au nom de la Municipalité :

La Syndique :


Muriel Ferrara



La Secrétaire :


Carole Guérin

Adopté en séance de Conseil Général le 25 juin 2020

Au nom du Conseil général :

Le Président :


F. Dutoit



La Secrétaire :


V. Teissl

Approuvé par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité le ...

17 AOUT 2020

En atteste :



